



LRA CRISIS TRACKER

1ER TRIMESTRE 2014
DOSSIER DE SÉCURITÉ

Tables des Matières

Résumé: pic saisonnier dans les attaques de la LRA, plus de défections en RCA	2
I. Congo: Les raids de la LRA chutent près du parc national de la Garamba	3
II. Congo: Les attaques se déplacent à l'ouest vers la zone de Niangara-Bangadi	5
III. RCA: la LRA cible l'axe Obo-Mboki	7
IV. Kafia Kingi: Le retour de la LRA?	8
V. RCA: Des combattants Ougandais font défection de la LRA	10
VI. Contexte	12

<http://reports.lracrisistracker.com/fr/q1-2014/>

Une publication de

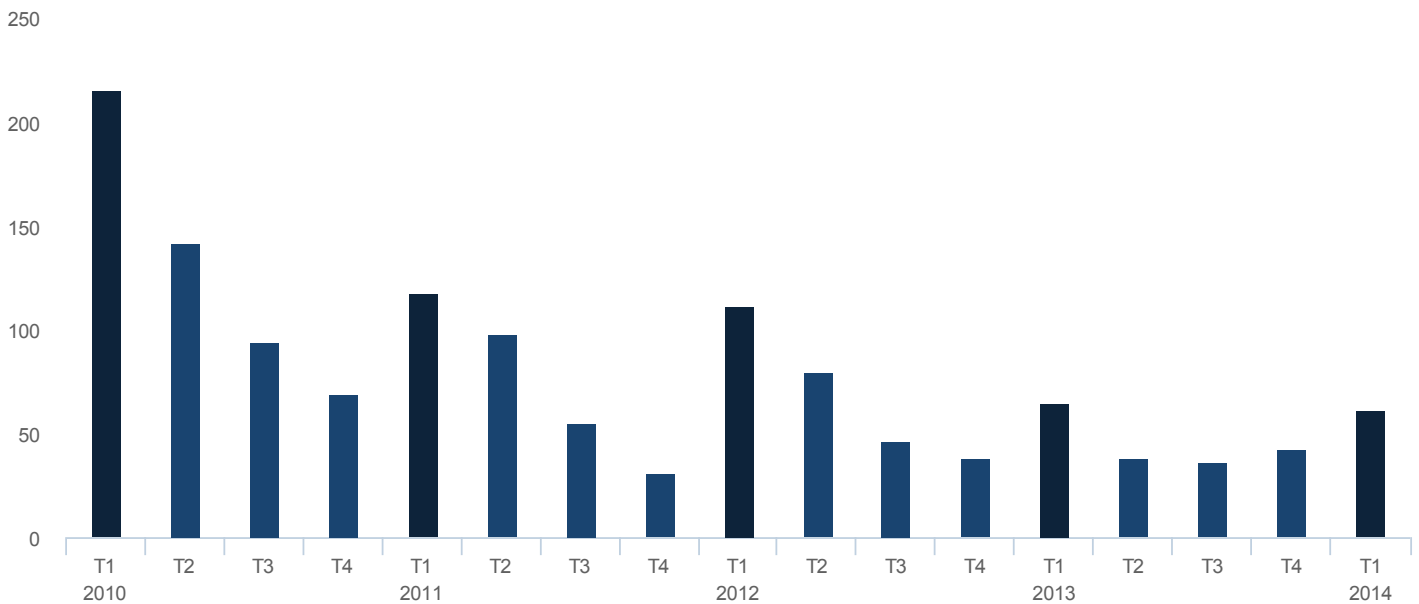


LRA Crisis Tracker: 1er trimestre 2014 Dossier de sécurité

Résumé: pic saisonnier dans les attaques de la LRA, plus de défections en RCA

La LRA a enlevé 133 civils en 61 attaques entre janvier et mars 2014 (1er trimestre 2014), continuant une tendance historique dans laquelle le groupe augmente les attaques pendant la saison sèche. En République démocratique du Congo (Congo), les forces de la LRA ont ciblé des civils près des villes de Niangara et Bangadi, sans se laisser décourager par la présence de soldats Congolais et des forces de maintien de la paix des Nations Unies (MONUSCO) basés là. Cependant, les forces de la LRA ont commis seulement deux attaques près du parc national de la Garamba, un niveau de sécurité non-observé dans cette région depuis la mi-2008.

En République Centrafricaine (RCA), les forces de la LRA ont ciblé des civils à proximité des bases militaires Ougandaises et Américaines dans la préfecture du Haut Mbomou. Plus au nord, dans la préfecture de Haut Kotto de la RCA, les forces de la LRA auraient également commis plusieurs grands raids dans une zone où chef de la LRA Joseph Kony opère fréquemment. Des membres de long terme de la LRA ont continué à s'échapper dans l'est de la RCA, avec cinq combattants Ougandais et 13 femmes et enfants y fuyant au 1 er trimestre 2014.



Attaques de la LRA par trimestre, 2010–2014

I. Congo: Les raids de la LRA chutent près du parc national de la Garamba

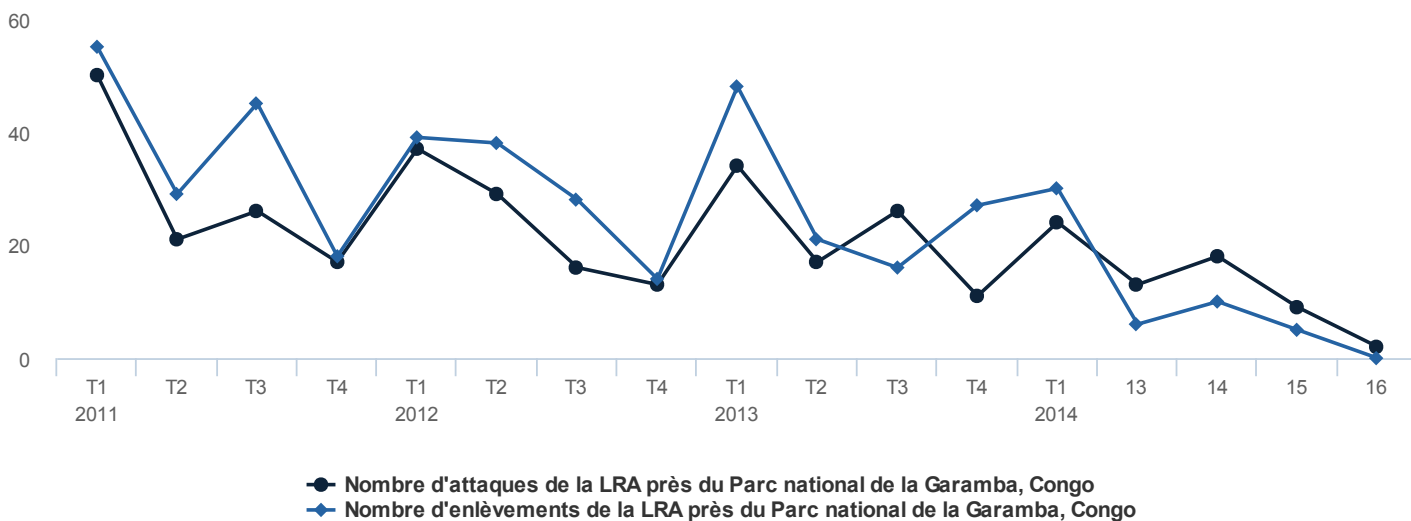
Résumé Les attaques de la LRA ont chuté considérablement au cours des six derniers mois dans les communautés proches du parc national de la Garamba au Congo, qui étaient préalablement des cibles fréquentes des attaques de la LRA. La diminution de la violence dans cette région fait suite aux opérations des troupes de l'Union africaine en septembre 2013 pour déloger des groupes de la LRA de leurs bases dans le parc.

La LRA est entrée dans le parc national de la Garamba en 2005, et près de la totalité de la force de la LRA vivait là dans des camps établis pendant les pourparlers de paix de Juba en 2006–2008. Suite à l'effondrement des pourparlers de paix et au lancement des opérations militaires Ougandaises en décembre 2008, la plupart des groupes de la LRA ont quitté le parc. Cependant, Kony a confié à une série de commandants le maintien de bases LRA là-bas, à partir desquelles ils ont braconné des éléphants et lancé des raids sur des civils. Entre janvier 2012 et septembre 2013 seuls, les forces de la LRA ont enlevé 158 personnes dans 143 attaques dans des communautés qui entourent le parc.

À la mi-septembre 2013, des troupes Sud-Soudanaises avec la force contre-LRA de l'Union africaine, en utilisant des renseignements militaires Américains et accompagnées par des conseillers militaires Américains, ont détruit plusieurs bases de la LRA dans le parc national de la Garamba. Au cours des six prochains mois (octobre 2013–mars 2014), les forces de la LRA ont commis 11 attaques contre des communautés à l'ouest du parc, mais aucune au sud ou à l'est du parc. Il est difficile de déterminer si tous les groupes de la LRA ont quitté le parc national de la Garamba, et, dans l'affirmative, si les opérations ont été le facteur le plus important dans leur exode. Cependant, le graphique et la carte ci-dessous montrent que les communautés entourant le parc ont connu un niveau de sécurité sans précédent au cours des dernières années.

Attaques de la LRA près du Parc national de la Garamba* | Janvier 2010–Mars 2014

*Défini comme des zones du district du Haut Uélé, dans un rayon de 140 kilomètres de Faradje



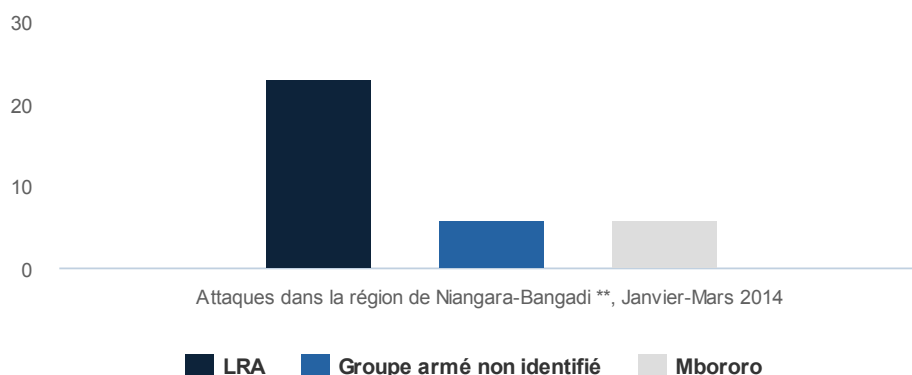
Cliquez et faites glisser le cercle au centre de la carte pour comparer les attaques de la LRA près du parc national de la Garamba de Avril–Septembre 2013 vs. Octobre 2013–Mars 2014

II. Congo: Les attaques se déplacent à l'ouest vers la zone de Niangara–Bangadi

Résumé *Alors que les attaques de la LRA ont réduit de façon spectaculaire à proximité du parc national de la Garamba, elles ont augmenté plus à l'ouest dans le district du Haut Uélé, indiquant que les groupes de la LRA anciennement basés dans le parc se seraient peut-être déplacés là. En février et mars 2014, des groupes de la LRA ont particulièrement ciblés les communautés près des communautés de Niangara et Bangadi, enlevant 36 personnes et pillant 39 autres lors de 23 attaques.*

Les attaques et les enlèvements de la LRA près de Niangara et Bangadi au 1er trimestre de 2014 ont dépassé les totaux atteints par ce secteur pour l'ensemble de 2013. La violence a eu lieu en trois vagues distinctes. Du 2 au 17 février, les forces de la LRA ont commis dix attaques au nord de Niangara, près du village de Nambia, dans lesquelles elles ont enlevé 12 personnes et pillé les biens d'au moins sept autres. Ensuite, du 22 au 25 février, les forces de la LRA ont commis cinq attaques près de Bangadi, à 35km au nord de Nambia, enlevant 22 personnes et pillant 13 autres. Enfin, les forces de la LRA ont commis huit autres attaques dans la région du 11 au 27 mars. La plupart des attaques visaient à obtenir de la nourriture et des articles tels que des machettes, des bottes, des vêtements, et des munitions.

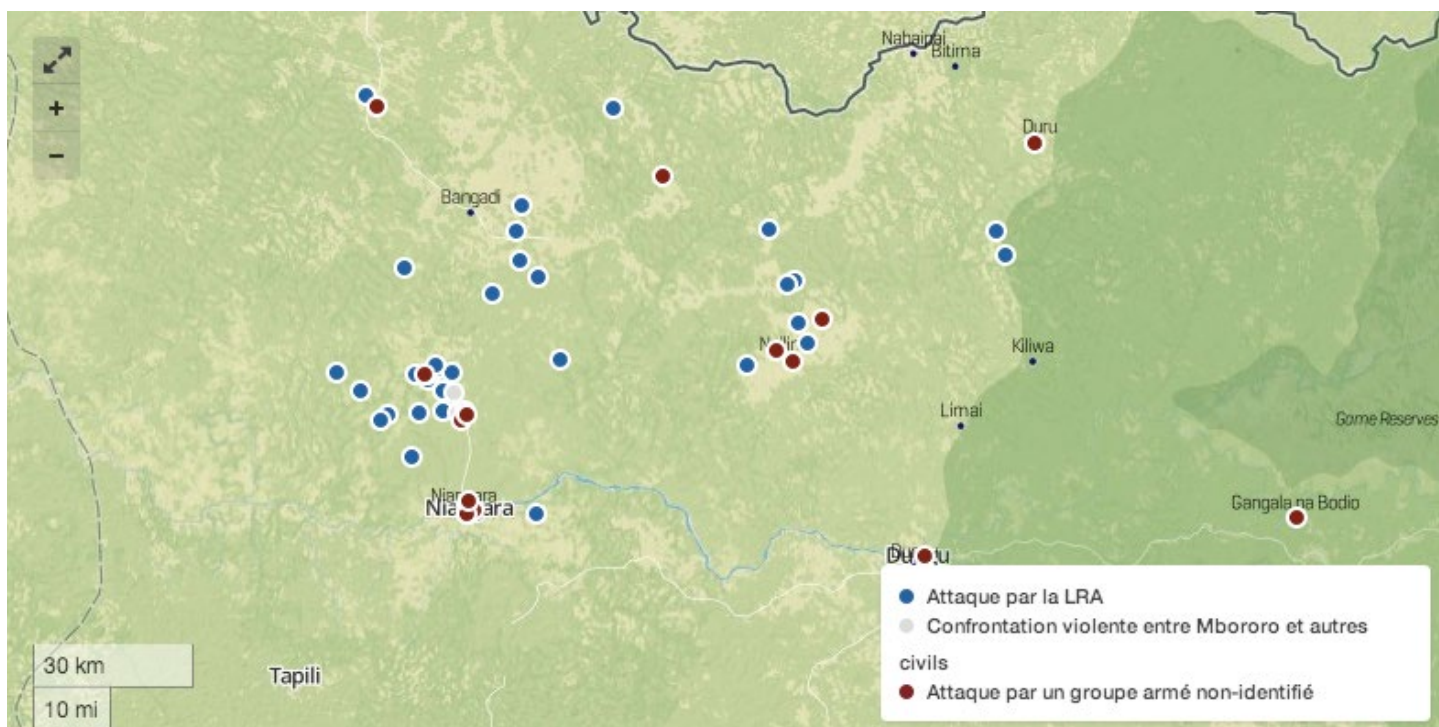
D'autres groupes armés ont également été actifs dans le Haut Uélé au 1er trimestre 2014. En particulier, les tensions entre les éleveurs de bétail Mbororo et les communautés agricoles essentiellement Zande ont persisté, résultant en neuf confrontations violentes. Six de ces incidents se sont produits dans les environs de Niangara et Bangadi. De plus, il y a eu 19 attaques dans lesquelles l'auteur armé était non identifié, dont six dans la zone Niangara-Bangadi. De telles attaques peuvent avoir été commises par des bandits, la LRA, des Mbororo, des soldats congolais voyous, ou des braconniers.



***Défini comme zones du district du Haut Uélé dans un rayon de 45 km de Nambia, qui se trouve entre Niangara et Bangadi*

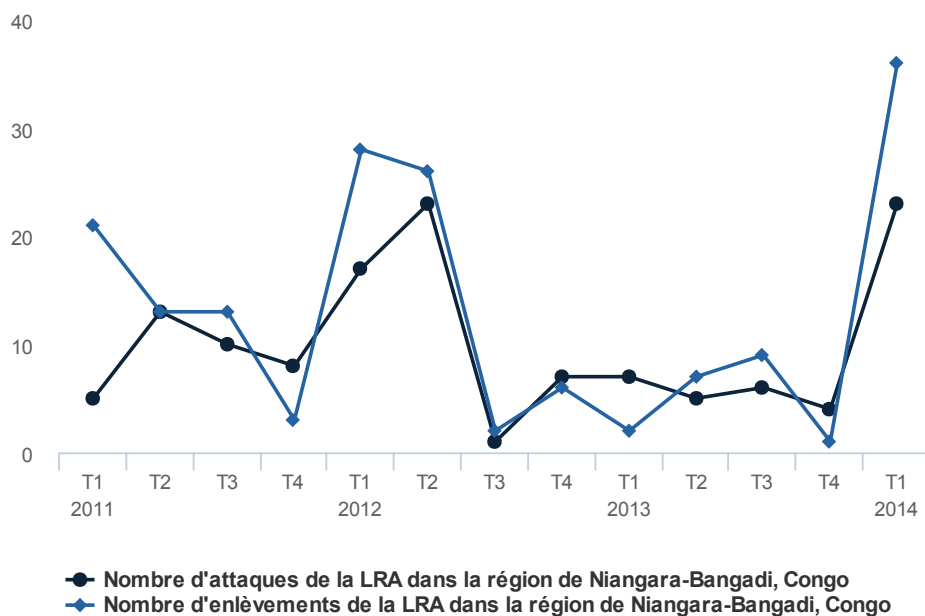
Malgré la présence d'autres groupes armés dans le Haut Uélé, il existe des preuves significatives que la LRA a commis beaucoup des attaques rapportées au 1er trimestre 2014, particulièrement celles situées près de Niangara et Bangadi. Les auteurs des attaques signalées de la LRA ont présenté plusieurs indicateurs classiques qui distinguent souvent la LRA d'autres groupes armés, tels que la communication en Acholi ou dans une langue «inconnue», l'attaque dans des groupes composés de femmes et d'enfants en plus des hommes, et l'enlèvement des civils. Dans plusieurs attaques, les forces de la LRA ont interrogé les personnes enlevées sur les déploiements militaires et les tendances dans les mouvements de civils, une autre pratique fréquente de la LRA. En outre, deux chasseurs Congolais ont rapporté avoir vu un grand camp de la LRA près d'un ruisseau à 35 km au nord de Niangara le 22 février.

Attaques de groupes armés dans le district du Haut Uélé | Janvier–Mars 2014



Des troupes Congolaises et des soldats de la paix de la MONUSCO sont déployées dans à la fois à Bangadi et Niangara, dans un rayon de 30 km des 23 attaques de la LRA signalées dans cette zone. Des troupes de la MONUSCO ont également été temporairement déployées à Nambial pour plusieurs jours à compter du 15 février, après que le groupe de la LRA avait déjà commis huit attaques dans la région et commençait à se déplacer au nord vers Bangadi.

Alors que les forces militaires ont réagi lentement, certains civils auraient temporairement quitté Nambial, recherchant une plus grande sécurité à Niangara. On ne sait pas quel impact, le cas échéant, la MONUSCO ou les troupes Congolaises ont eu pour dissuader les activités de la LRA dans la région.

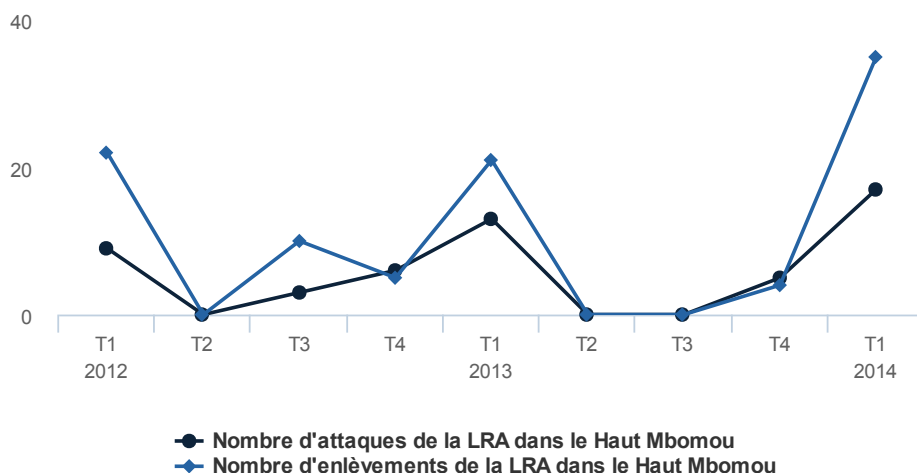


III. RCA: la LRA cible l'axe Obo–Mboki

Résumé La violence de la LRA a fortement augmenté dans la préfecture du Haut Mbomou en RCA, où les troupes Ougandaises et Américaines sont basées. Les 17 attaques de la LRA et 35 enlèvements dans la préfecture au 1er trimestre 2014 ont atteint ou ont dépassé les totaux annuels pour cette région, à la fois pour 2012 et 2013.

Les attaques de la LRA dans le Haut Mbomou dans le 1er trimestre 2014 étaient exceptionnellement intrépides, avec 11 des 17 attaques se produisant à 15 km de bases militaires Ougandaises dans les communautés de Obo et Mboki. Près des deux tiers des personnes enlevées dans les attaques de la LRA dans le Haut Mbomou ont été forcées de porter des charges de biens pillés dans la brousse avant d'être libérées par leurs ravisseurs. Pendant au moins quatre telles attaques, les forces de la LRA ont posé aux personnes enlevées des questions détaillées sur l'emplacement des forces militaires et des communautés voisines, ainsi que sur le mouvement de civils le long des routes à proximité.

Les récentes tendances d'attaque dans le Haut Mbomou suggèrent que les forces de la LRA profitent de la saison sèche afin de stocker de la nourriture et d'autres fournitures, mais il reste difficile de savoir pourquoi elles ont choisi de cibler Haut Mbomou, où la présence de troupes Ougandaises et Américaines ont dissuadé les activités de la LRA au cours des dernières années. Les troupes Ougandaises ont une capacité limitée pour protéger les civils dans le Haut Mbomou des attaques de la LRA et pour poursuivre les dirigeants de la LRA opérant plus à l'ouest et au nord de la RCA, en particulier depuis le redéploiement de certaines troupes de contre-opérations de la LRA vers la guerre civile au Sud-Soudan.



En mars 2013 des civils Congolais ont signalé plusieurs attaques et la présence d'un camp de la LRA au Congo près de la frontière avec le Haut Mbomou. Ceci suggère que les forces de la LRA lanceraient des attaques en RCA à partir du Congo, où les troupes Ougandaises n'ont pas l'autorisation d'opérer. On notera en particulier un incident du 7 mars, où les forces de la LRA au Congo près de la frontière avec la RCA ont enlevé deux chasseurs et les ont interrogés sur la direction de Mboki. La semaine suivante, les forces de la LRA ont commis trois attaques près de Mboki, après ne pas avoir attaqué la région au cours des six semaines précédentes.

IV. Kafia Kingi: Le retour de la LRA?

Résumé *Des civils ont signalé une série d'attaques à grande échelle de la LRA près de la communauté de Sam Ouandja dans la préfecture du Haut Kotto en RCA, bien que le manque d'accès à la zone a limité les efforts pour vérifier les informations. Des rapports distincts ont indiqué que de principaux commandants de la LRA opèrent une fois de plus dans l'enclave proche du Kafia Kingi.*

Le chef de la LRA Joseph Kony a opéré périodiquement dans l'enclave, sous contrôle Soudanais du Kafia Kingi, qui borde les préfectures du Haut Kotto et Vakaga en RCA, depuis 2010. Kony a utilisé le Kafia Kingi de multiples façons: comme un refuge des troupes Ougandaises le poursuivant, comme un marché pour le troc d'ivoire braconné au Congo, et comme un avant-poste pour raviver la relation historique de la LRA avec l'armée Soudanaise. Ne voulant pas aliéner les troupes Soudanaises, les forces de la LRA ont rarement, voire jamais, attaqué des civils dans l'enclave. Au lieu de cela, ils ont envoyé périodiquement des groupes de raids en RCA pour piller les civils là-bas, en commençant par une série de huit attaques dans les préfectures du Haut Kotto et Vakaga vers la fin de 2010.

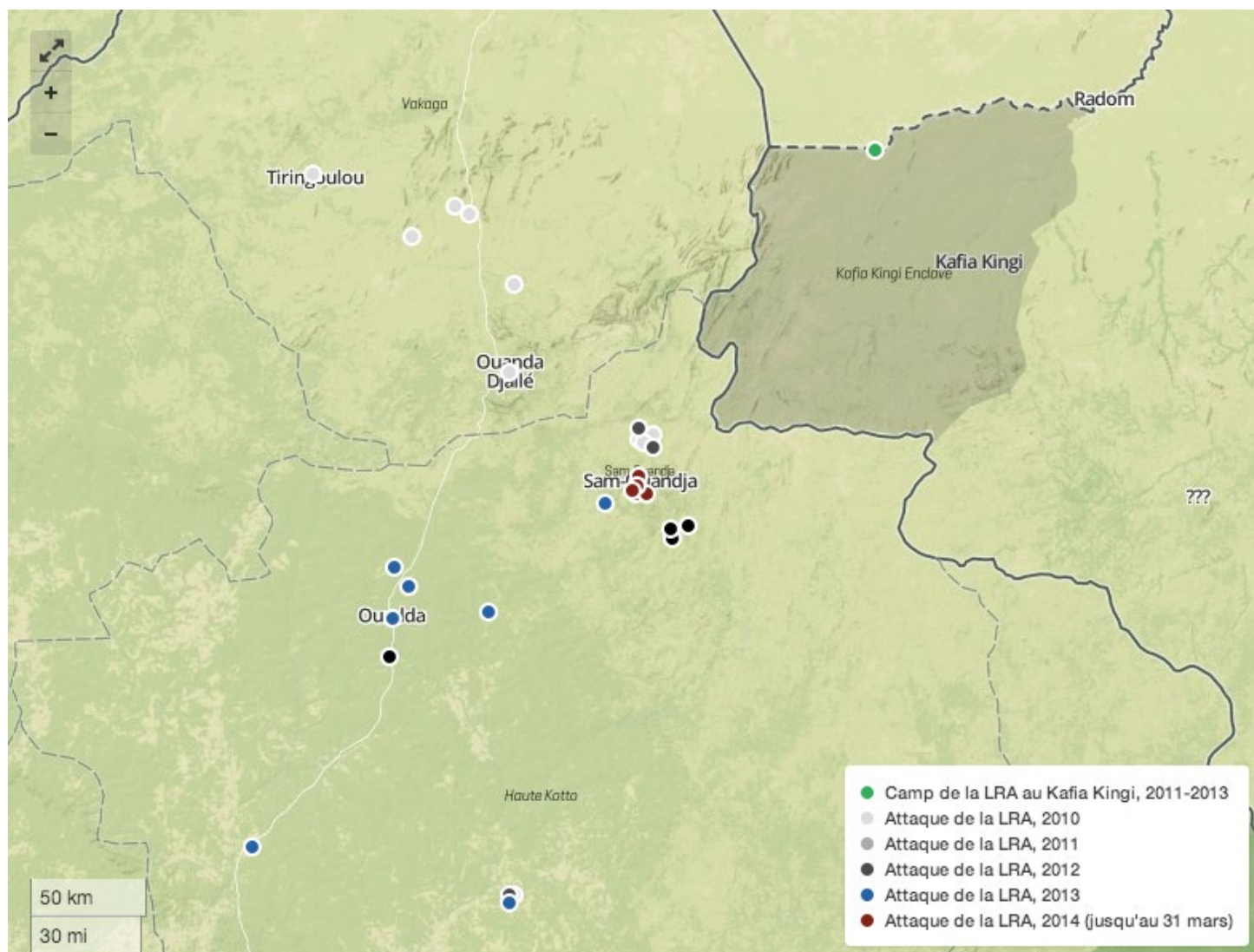
La présence de Kony au Kafia Kingi a été confirmée pour la dernière fois en mars 2013, juste avant sa fuite en RCA à l'avance d'une attaque de l'armée Ougandaise sur ses camps dans l'enclave. Après une série de raids à grande échelle sur les villes de Centrafrique dans le Haut Kotto à la suite des opérations Ougandaises, les forces de la LRA ont commis relativement peu d'attaques là entre juillet et novembre 2013.

En décembre 2013, les rapports d'activité de la LRA dans le Haut Kotto ont commencé à augmenter. De décembre 2013 à mars 2014, des civils près de Sam Ouandja, une ville minière de diamants à moins de 50 km de la frontière du Kafia Kingi, ont rapporté sept attaques de la LRA dans laquelle le groupe rebelle aurait enlevé 91 personnes. Sam Ouandja n'est pas bien relié aux réseaux d'alerte précoce en RCA, et aucun groupes d'aide internationaux ou agences des Nations Unies ont des bases là-bas, ce qui rend très difficile la vérification des rapports d'attaques et de l'identité de ceux qui les ont commis.

Malgré cela, il y a plusieurs raisons de croire que les civils sont corrects dans l'identification de la LRA comme l'auteur des sept attaques signalées près de Sam Ouandja. Les auteurs ont enlevé des personnes dans les sept attaques, et ont enlevé dix ou plus de personnes dans quatre des attaques. Beaucoup des personnes enlevées ont été contraintes de porter dans la brousse des charges de fournitures pillées avant d'être relâchées. Ces caractéristiques sont très similaires aux modèles des attaques de la LRA au cours des dernières années, en particulier celles dans la préfecture du Vakaga en 2010, préfecture du Mbomou en 2012, et préfecture du Haut Kotto à la mi-2013.

D'autres sources, y compris des déserteurs de la LRA, ont indiqué que des dirigeants de la LRA tel que Joseph Kony opèrent de nouveau dans le Kafia Kingi, qui borde le Haut Kotto. Si ces informations sont exactes, la région de Sam Ouandja serait un endroit idéal pour que les forces de la LRA opérant dans l'enclave pillent des fournitures pour leur survie.

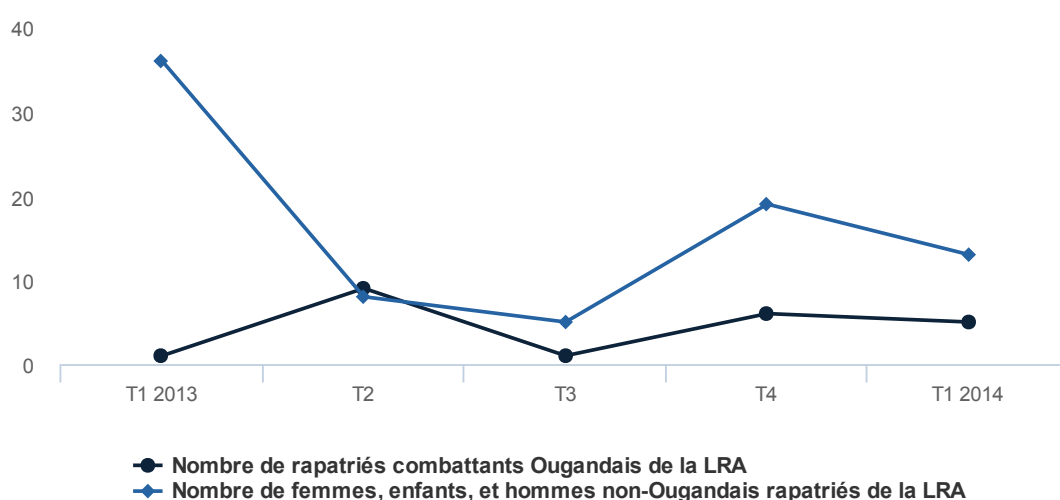
Attaques de la LRA dans les préfectures du Haut Kotto et de Vakaga en RCA | Janvier 2010–Mars 2014



V. RCA: Des combattants Ougandais font défection de la LRA

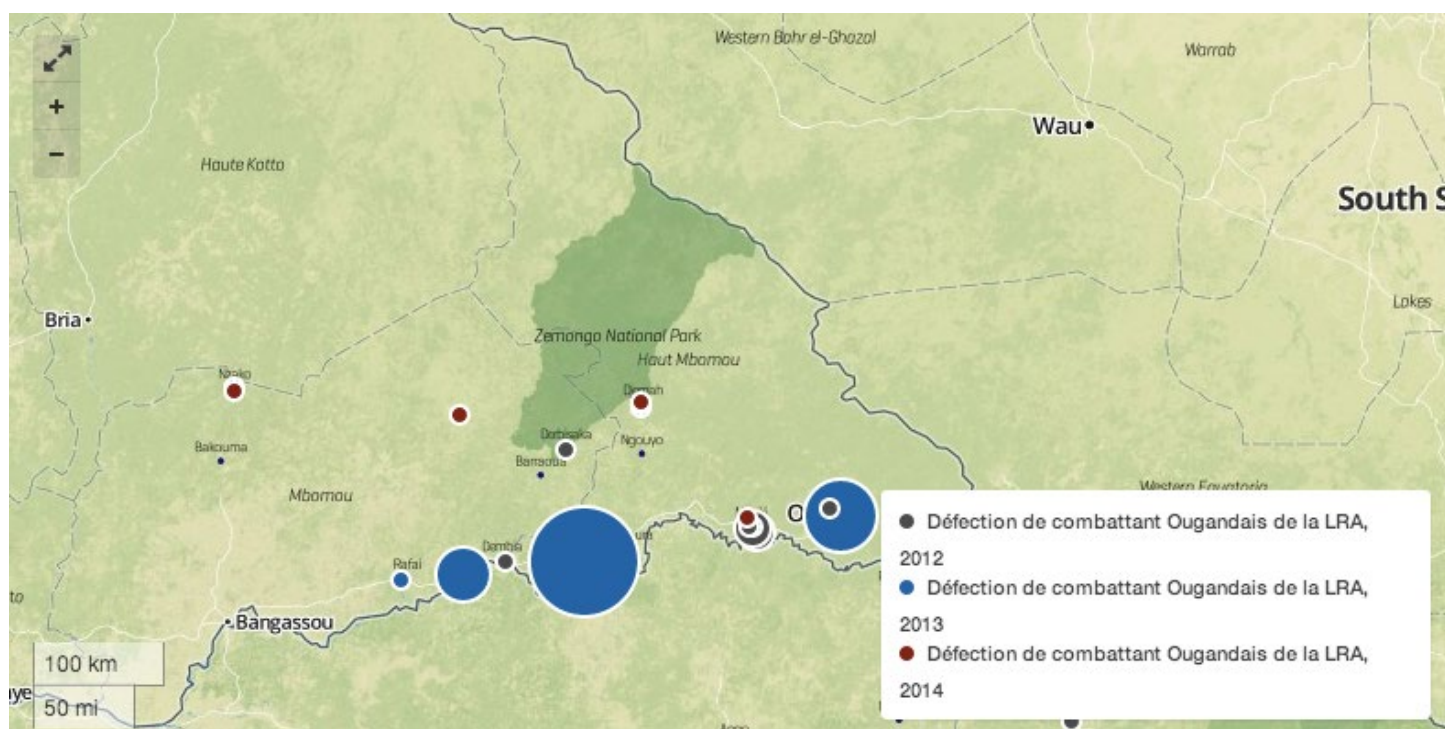
Résumé Dix-huit membres de la LRA qui avaient été avec le groupe pendant au moins six mois se sont échappés au 1er trimestre 2014, y compris cinq combattants Ougandais de sexe masculin, cinq femmes et huit enfants.

Les données du LRA Crisis Tracker permettaient d'estimer qu'il y avait 160–168 hommes Ougandais combattants restants au sein de la LRA à la fin de 2013, suite à la défection, la capture ou la mise à mort d'entre 32 à 40 combattants cette année là. Depuis lors, les cinq défections de combattants de la LRA dans le 1er trimestre 2014 représentent une réduction supplémentaire de 3% dans la capacité de combat de la LRA.



Tous les cinq combattants Ougandais qui ont échappé à la LRA au 1er trimestre 2014 ont fait cela dans l'est de la RCA. Depuis 2012, 87% de tous les échappés combattants Ougandais se sont échappés là, le plus souvent dans le bassin de la rivière Vovodo-Chinko et à proximité des villes avec des bases militaires Ougandaises, comme Mboki, Djemah, et Obo. La concentration des défections de combattants de la LRA dans ce domaine est probablement due à un certain nombre de facteurs, y compris la présence de bases militaires Ougandaises, la concentration des groupes de la LRA en RCA, et la saturation relative des messages "Come Home" de défection là-bas. Six des dix adultes qui ont échappé à la LRA au 1er trimestre 2014 ont été influencés par des messages de défection "Come Home" délivrés par des tracts, haut-parleurs d'hélicoptères, ou radios FM et à ondes courtes.

Défections des hommes combattants Ougandais de la LRA | Janvier 2012–Mars 2014



Remarque: Chaque cercle représente un incident de défection. La taille de chaque cercle est proportionnelle au nombre de combattants Ougandais de la LRA qui ont fait défection au cours de cet incident.

VI. Contexte

À propos

Les données publiées dans ce rapport ont été collectées grâce au Moniteur de la crise de la LRA d'Invisible Children et de Resolve, une base de données en géolocalisation (et projet d'information) qui vise à tracer les incidents conflictuels violents dans les zones d'Afrique centrale affectées par l'armée de résistance du seigneur (LRA). Via la publication de rapports réguliers et le partage ouvert des données collectées, le Moniteur de la crise de la LRA cherche à aider à surmonter le déficit actuel en informations fiables et actualisées relatives à la crise de la LRA et à soutenir une politique améliorée et des réponses humanitaires adéquates à la crise.

Afin de renforcer continuellement l'ensemble des données du Moniteur de la crise de la LRA, Resolve et Invisible Children recherchent de nouvelles sources d'informations actuelles ou historiques sur les activités de la LRA. Pour fournir des informations au projet « Moniteur de la crise de la LRA », merci de contacter Resolve à l'adresse LRACrisisTracker@theResolve.org.

Informations complémentaires

Pour un aperçu en temps réel et en géolocalisation des activités de la LRA, ou pour télécharger les données du Dossier de Sécurité bisannuel, veuillez trouver la carte du Moniteur de la crise de la LRA à l'adresse LRACrisisTracker.com.

The Resolve LRA Crisis Initiative

The Resolve LRA Crisis Initiative est une organisation de soutien basée à Washington D.C. qui cherche à sensibiliser les dirigeants politiques américains et internationaux pour prendre les mesures nécessaires afin d'en finir de manière permanente avec la violence de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) en Afrique centrale et de permettre aux communautés affectées par les sévices de la LRA d'obtenir réparation. Pour en savoir plus, consultez theResolve.org.

Invisible Children

Invisible Children est une ONG internationale qui s'attelle à assister les communautés dans les régions affectées par les sévices de la LRA en Afrique centrale, en répandant des systèmes d'alerte précoce communautaires, en s'adressant aux déserteurs et transfuges potentiels de la LRA et aux communautés affectées par voie de radio FM, et en réhabilitant des enfants précédemment enlevés. Pour en savoir plus, consultez invisiblechildren.com.

LRA Crisis Tracker Méthodologie

1. Collecte des données

Sources:

- Réseau des antennes de radio HF en République démocratique du Congo et en RCA
- Les civils signalent des incidents aux opérateurs de l'antenne-radio HF
- Plus de 70 opérateurs radio HF appellent le point de référence a Dungu deux fois par jour pour signaler des éventuelles activités de groupes armés
- Les incidents observés sont insérés dans des formulaires adaptés puis sont envoyés vers des codeurs de données
- Rapports des Nations-Unies et des ONG
- Sources médiatiques et de presse
- Contacts avec la société civile au sein des communautés locales
- Sources gouvernementales
- Études sur le terrain conduites par le personnel de Resolve et Invisible Children

Etendue couverte par ces sources: les membres de l'équipe chargée du maintien de la base de données du Moniteur de la crise de la LRA font tous les efforts possibles pour obtenir des données en provenance de toutes les régions affectées par la rébellion de la LRA. Comme les régions touchées sont souvent d'un accès difficile, l'infrastructure disponible pour récolter des données est souvent inégale d'une région géographique à une autre, et les données insérées dans la base de données sont souvent de meilleure qualité dans les zones où les ONG et les agences de presse sont plus actives. La base de données du Moniteur de la crise de la LRA ne prétend pas présenter un tableau exhaustif de tous les incidents commis par la LRA ou en relation avec elle dans la région, mais les membres de l'équipe font tous les efforts possibles pour acquérir des données en provenance des zones difficile d'accès.

Remarque: La plupart des systèmes de collecte d'information se trouvent au Congo, ce qui conduit à un montant disproportionné de rapports sur la LRA au Congo. Dans les deux mois à venir Invisible Children et CRS, financés par l'USAID, vont développer les systèmes de collecte d'information en RCA, dans l'espoir d'améliorer l'accès à l'information dans la région.

2. Encodage des données

Encodage dans la base de données : les rapports d'informations sont partagés entre les membres d'une équipe d'encodeurs issus d'Invisible Children et de Resolve. Les encodeurs déterminent si la source est fiable ou pas (voir section 4.2.B du code de chiffrement « Déterminer la fiabilité de la source »). Avant qu'un incident ne soit encodé, l'encodeur lit les informations sur d'autres incidents apparus durant le même laps de temps, et vérifie s'il n'y a pas de doublons.

Indice de fiabilité : après qu'un incident ait été catégorisé, chaque incident se voit doté d'un indice de fiabilité, qui évalue le degré de confiance de l'équipe dans les détails de la donnée relatée. On donne à chaque incident un ratio allant de 1 à 5, 1 signifiant le moins fiable et 5 le plus fiable. L'indice est basé sur le sérieux de la source, la confiance en l'identité des protagonistes impliqués dans l'incident, et le degré de détail fourni dans le rapport. Un indice de fiabilité allant de 2 à 5 est considéré comme suffisamment vérifié pour être annoncé au public, ces données sont donc incluses dans les statistiques et les analyses (code de chiffrement section 4.2.A).

Indice de fiabilité quant à l'auteur des faits : pour distinguer les attaques de la LRA des attaques des autres groupes armés, le code de chiffrement du Moniteur de la Crise dispose d'une liste d'indicateurs montrant si on a affaire ou non à la LRA. Si après avoir vérifié les indicateurs et autres preuves disponibles, l'encodeur détermine que le protagoniste d'une attaque est vraisemblablement la LRA, il donne à l'incident un Indice de fiabilité protagoniste LRA, « bas », « moyen » ou « élevé », pour mesurer la probabilité que le protagoniste soit effectivement la LRA (code de chiffrement section 4.2.C). Si l'encodeur, après avoir vérifié un incident, pense que la LRA n'était pas impliquée et que le protagoniste est inconnu, le protagoniste est indiqué comme « groupe armé » et l'incident n'est pas consigné.

3. Révision des données

Vérification initiale : chaque rapport est contrôlé par un second encodeur de données pour repérer les éventuelles erreurs humaines et les doublons. Les encodeurs recherchent des incidents dont les détails sont semblables et qui se trouvent généralement proches dans le temps et dans l'espace. Ces incidents font alors l'objet d'une enquête pour s'assurer qu'il ne s'agit pas de doublons.

Révision par des experts: le personnel d'Invisible Children et de Resolve ayant une expérience de terrain révisé les incidents sensibles immédiatement, et tous les incidents une fois par trimestre. Si le membre du personnel sent qu'un incident a été mal interprété, il corrige le rapport de l'incident et, au besoin, le sort des statistiques. Des experts externes régionaux et de la LRA sont consultés au besoin.

4. Consignation des données et partage

Consignation des données : après qu'un incident ait été encodé et approuvé à être consigné, il apparaît sur le site web du Moniteur de la crise de la LRA. Seuls des incidents impliquant la LRA ou des personnes auparavant enlevées par la LRA et dotés d'un indice de fiabilité de 2 ou plus sont consignés.

Sensibilité des données : les informations sensibles comme les sources spécifiques de données, les informations relatives aux forces de sécurité et les informations personnelles des personnes mineures ne sont pas partagées avec le public.

Partage des données : les données sont régulièrement envoyées aux agences des Nations-Unies et aux organisations humanitaires à des fins de comparaison et de collaboration.

5. Restructuration des données

Comme la base de données grossit et que les outils sont mis à jour pour refléter les meilleures pratiques, les encodeurs révisent et remanient les données existantes au besoin.

Avec la mise en place du Réseau de radiophonies HF et de mécanismes d'informations améliorés dans la région, les rapports d'incidents sont devenus plus détaillés et la base de données a été adaptée pour refléter cet état de fait. Des champs de données comprenant des informations sur l'âge et le genre des victimes et sur la nature des biens pillés, ont été ajoutés depuis que la base a été démarrée. Les encodeurs révisent périodiquement tous les incidents et rapports pour y ajouter les nouveaux détails.

6. Analyse des données et compte-rendu

Le personnel du Moniteur de la crise analyse les données pour y déceler des tendances et des schémas dans les activités de la LRA. Par exemple, les encodeurs cherchent des tendances en matière d'âge et de genre des personnes enlevées, de recrutement net (nombre total de personnes enlevées moins le total des rapatriés), et de recrudescence de certains types d'attaques. Ils cherchent aussi de nouvelles tendances dans les activités de la LRA. Les encodeurs analysent aussi des zones et provinces spécifiques pour y déceler des variations (à la hausse ou à la baisse) en nombre et type d'attaques. Après que l'analyse ait été achevée et révisée, elle est publiée dans divers rapports du Moniteur de la crise.

Définitions

Attaque:

Un incident est considéré comme une « attaque » dans le rapport si l'activité de la LRA a pour résultat une des violations suivantes des droits de l'homme : violence entraînant des morts ou des blessures, violence sexuelle ou basée sur le genre des personnes, enlèvement, pillage, ou déplacement de personnes. Pour les définitions détaillées de ces abus en matière de droits de l'homme, merci de consulter la section 4.5 du code de chiffrage du Moniteur de la crise de la LRA, méthodologie de consignation et base de données, version 1.3.

Meurtre (personne tuée):

Un incident est considéré comme un « meurtre » si un acte violent a eu pour résultat la mort d'un individu qui n'est pas connu pour son association avec un groupe armé ou les forces de sécurité. Les morts de civils suite à des blessures subies lors d'une attaque sont considérées comme des « meurtres ». Donc, si un civil est tué pendant sa captivité dans un camp de la LRA, sa mort est considérée comme un « meurtre » si elle se produit dans la première semaine de sa capture initiale. Pour une explication détaillée des incidents catégorisés comme « meurtres », merci de consulter la section 4.5.1 du code de chiffrage du Moniteur de la crise de la LRA, méthodologie de consignation et base de données, version 1.3.

Enlèvement :

Un incident est considéré comme un « enlèvement » s'il implique une ou plusieurs personnes prises en otage contre leur volonté par la LRA pour quelque période de temps que ce soit, en ce compris des civils qui sont enlevés et libérés, ou qui s'échappent, dans la même journée. Un enlèvement de court terme est caractérisé par une durée de 72 heures ou moins. Cela ne veut pas forcément dire que les enlèvements qui ne sont pas considérés comme « de court terme » sont obligatoirement « de long terme », car il n'y a peut-être pas eu de rapport sur le retour de la personne enlevée. Pour une explication détaillée des incidents classés comme « enlèvements » ou « enlèvements de court terme », merci de consulter la section 4.5.2 du code de chiffrage du Moniteur de la crise de la LRA, méthodologie de consignation et base de données, version 1.3.

rapatriés:

Un « rapatrié » est considéré comme quelqu'un qui s'évade, est libéré, est sauvé, ou déserte de sa captivité auprès de la LRA. Il comprend également tous les membres de la LRA qui sont capturés. Pour une explication détaillée des données relatives aux rapatriés, merci de consulter la section 4.5.2 du code de chiffrage du Moniteur de la crise de la LRA, méthodologie de consignation et base de données, version 1.6.

Contributeurs

The Resolve LRA Crisis Initiative

Paul Ronan, Co-founder and Project Director *[Author]*

Kenneth Transier, Project Manager *[Design and development]*

Michael Poffenberger, Co-founder and former Executive Director

Margaux Fitoussi, Project Developer *[Data analysis]*

Invisible Children

Sean Poole, Counter-LRA Programs Manager

Guillaume Cailleaux, Country Coordinator, CAR

Saskia Rotshuizen, Central Africa Programs Coordinator *[Data analysis and English-French translation]*

Maree Oddoux, Central Africa Programs Intern *[English-French translation]*

Jean de Dieu Kandape, Project Manager, DRC

Sebastien Porter, Project Officer, CAR

Ferdinand Zangapayda, Early Warning Network Assistant Project Manager, CDJP

Kimmy Vandivort, International Operations Manager

Lisa Dougan, Central Africa Programs Manager & Policy Advisor



